



## Civil Society Dialogue Network Geographic Meeting

# Vers la paix : Fournir des services publics et assurer une gouvernance responsable dans le Sahel

Jeudi 19 mai 2022 (10.00-12.00 & 13.00-15.00 CEST / Heure de Bruxelles)

En ligne

## Note de concept

### Contexte

La région du Sahel fait face à un nombre conséquent de défis, souvent liés, qui ont notamment trait à la gouvernance, au développement et à la sécurité. Si certains de ces défis sont spécifiques à des États précis, d'autres touchent plusieurs pays, voire sont de nature transnationale. Pour y répondre, les chefs d'État du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Tchad et de la France<sup>1</sup> annoncèrent en janvier 2020 la création de la Coalition pour le Sahel, laquelle vise à « donner une réponse plus collective aux défis de la région » et à assurer, « à l'échelle régionale, une action cohérente ».<sup>2</sup> En avril 2021, le Conseil de l'Union européenne (UE) adopta des [conclusions](#) pour une nouvelle stratégie intégrée de l'UE pour le Sahel.<sup>3</sup>

En mars 2021, la Coalition adopta une [feuille de route](#) reposant sur quatre piliers : (1) « lutter contre les groupes armés terroristes », (2) « renforcer les capacités des forces armées des États de la région », (3) « soutenir le retour de l'État et des administrations sur le territoire », et (4) « aider au développement ». L'UE est un acteur clef de la Coalition puisqu'elle codirige le Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel (P3S), couvrant les deuxième et troisième piliers. En particulier, le troisième pilier renvoie au fait de mettre en œuvre le « sursaut civil et politique » décidé au [Sommet de N'Djamena](#), pour s'assurer que les autorités étatiques soient en mesure de renforcer leur présence sur leurs territoires, et leur capacité à fournir des services publics aux populations.

En mars 2022, la réunion ministérielle de la Coalition pour le Sahel appela à une mise à jour de la feuille de route pour juin 2022. Afin de recueillir des avis et recommandations de la société civile sur le troisième pilier de la feuille de route en particulier, cette réunion Civil Society Dialogue Network (CSDN) permettra à des expert-es de la société civile travaillant dans / sur le Sahel, et à des officiel·les de l'UE, de discuter de comment l'UE devrait soutenir la paix et la stabilisation à travers un sursaut civil et politique, en articulant des efforts civils et militaires/sécuritaires, afin de favoriser la fourniture équitable de services publics, et une gouvernance responsable et transparente, sur les territoires des pays du Sahel.

---

<sup>1</sup> En présence du Secrétaire général des Nations Unies, du Président du Conseil européen, du Haut Représentant de l'Union européenne, du Président de la Commission de l'Union Africaine, et de la Secrétaire général de la Francophonie.

<sup>2</sup> Voir le [site de la Coalition pour le Sahel](#).

<sup>3</sup> Une réunion géographique CSDN intitulée « Dynamiques de conflit et facteurs de paix dans la région du Sahel : Perspectives de la société civile » fut organisée en mars 2020 alors que l'UE visait à ajuster son engagement dans la région. Le rapport des discussions est [disponible ici](#).

## Objectif

L'objectif principal de la réunion sera de recueillir des recommandations de la société civile sur comment l'UE devrait contribuer à la paix et à la stabilisation dans le Sahel en soutenant une amélioration de l'accès des populations aux services publics et de leur fourniture par les autorités étatiques sur leurs territoires, une gouvernance plus responsable, inclusive et transparente, y compris au niveau de l'articulation entre efforts civils et militaires/sécuritaires, et le renforcement de la confiance entre les populations et les autorités étatiques. Ceci impliquera d'aborder, entre autres, des questions du type de :

- Comment l'UE devrait-elle soutenir en pratique la capacité des autorités étatiques sahéliennes à fournir des services publics de manière équitable et généralisée sur l'ensemble de leurs territoires, y compris pour ce qui touche à la sécurité des populations ?
- Comment l'UE devrait-elle soutenir et promouvoir une gouvernance responsable, inclusive et transparente, et aider à renforcer la confiance entre les populations et les autorités étatiques ?
- Quelles sont les dynamiques d'exclusion auxquelles l'UE devrait aider à mettre fin dans le cadre de ses efforts pour soutenir la capacité des autorités étatiques à fournir des services publics sur leurs territoires ?
- Quelles sont certaines des dynamiques communes et/ou transnationales dans le Sahel en lien avec ces questions ? Quelles sont les spécificités locales ou nationales ? Quels sont des exemples de bonnes pratiques ou de leçons apprises dans le cadre d'efforts menés sur ces thématiques ?
- Comment l'UE devrait-elle soutenir la société civile et les communautés locales dans le cadre de ses efforts pour améliorer la responsabilité et la redevabilité des autorités étatiques, et pour améliorer l'efficacité et l'inclusivité de la fourniture de services publics ?
- Comment l'UE devrait-elle approcher la relation (ou l'absence de relation) entre les interventions de sécurité et le retour d'une présence étatique bénéfique aux populations sur les territoires ? Comment l'UE devrait-elle soutenir la protection des civils, et le respect des droits humains et du droit international humanitaire ? Qu'est-ce qui devrait être continué, arrêté, ou fait différemment ?

Les discussions toucheront notamment aux questions d'égalité de genres, du rôle des jeunes, et de la crise climatique en lien avec ces thématiques.

## Participant-es

La discussion réunira environ 30 participant-es, dont 15-20 expert-es de la société civile et des officiel-les du Service européen d'action extérieure (SEAE), de la Commission européenne (CE) et du bureau de la Représentante spéciale de l'UE pour le Sahel.

## Format

La réunion aura lieu en ligne et prendra la forme d'une discussion en table ronde sous la règle de Chatham House.<sup>4</sup> Elle durera en tout quatre heures. Les participant-es seront divisées en petits groupes pour certaines des sessions. La réunion aura lieu sur la plateforme en ligne Zoom.

## Langue

La réunion aura lieu en français et en anglais. Une traduction simultanée du français à l'anglais et de l'anglais au français sera à la disposition des participant-es si nécessaire.

---

<sup>4</sup> Les participant-es sont libres d'utiliser les informations partagées, mais ni l'identité ni l'affiliation des personnes qui s'expriment, ou de tout-e autre participant-e, ne peut être révélée (voir : <https://www.chathamhouse.org/chatham-house-rule>).

## Programme

<b>Jeudi 19 mai</b>	
10.00 – 10.10 CEST (heure de Bruxelles)	<p><b>Remarques introductives</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sonya Reines-Djivanides, Directrice exécutive (EPLO)</li> <li>• Guillaume Gallouin, Coordinateur intérimaire, S.P3S, ISP (SEAE)</li> <li>• Frederic Ceuppens, Coordinateur Sahel, MD Afrique (SEAE)</li> </ul>
10.10 – 10.30 CEST	<p><b>Tour de table</b></p>
10.30 – 11.15 CEST	<p><b>Session 1: Soutenir des services publics sensibles aux besoins, y compris pour la sécurité des populations, et une gouvernance responsable dans le Sahel (petits groupes)</b></p> <p>En petits groupes, les participant-es seront invité-es à se focaliser sur comment l'UE devrait soutenir la fourniture inclusive de services publics, y compris pour la sécurité des populations, et une gouvernance responsable et transparente dans le Sahel. Les discussions aborderont notamment comment assurer le retour (ou le renforcement) d'une présence étatique sur le territoire, éventuellement en lien avec des interventions sécuritaires articulant des composantes civiles et militaires.</p> <p>Les questions qui guideront les discussions pourront inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Qu'est-ce que l'UE devrait faire pour aider à faire en sorte que les autorités étatiques soient perçues positivement comme fournisseuses de services de base, y compris pour la sécurité des populations, éventuellement en lien avec des interventions sécuritaires/militaires ? Comment les efforts actuels de « stabilisation » devraient-ils être renforcés, développés ou transformés ?</li> <li>• Quelles initiatives l'UE devrait-elle soutenir pour aider à renforcer la confiance entre les communautés et les autorités ? Comment l'UE devrait-elle soutenir l'amélioration de la redevabilité et de la transparence des institutions étatiques ?</li> <li>• Quelles devraient être les priorités de l'UE pour soutenir une amélioration de la fourniture de services publics par les autorités étatiques sahéniennes sur leurs territoires ? Ceci devrait-il inclure pour l'UE de travailler avec des structures formelles et informelles de gouvernance ? Si oui, comment ?</li> <li>• Comment l'UE devrait-elle soutenir le fait de rendre les structures locales et nationales de gouvernance plus inclusives et sensibles aux besoins des populations ?</li> </ul>
11.15 – 12.00 CEST	<p><b>Session 2: Soutenir des services publics sensibles aux besoins, y compris pour la sécurité des populations, et une gouvernance responsable dans le Sahel (plénière)</b></p> <p>Dans cette séance plénière, les participant-es seront invité-es à présenter les résultats des discussions en petits groupes, à échanger dessus, et à partager d'autres recommandations éventuelles pour l'UE sur les questions abordées.</p>
12.00 – 13.00 CEST	<p><b>Pause</b></p>

13.00 – 13.45 CEST	<p><b>Session 3: Promouvoir le dialogue et protéger les civils dans le Sahel (petits groupes)</b></p> <p>En petits groupes, les participant-es seront invité-es à se focaliser sur comment l'UE devrait promouvoir le dialogue entre autorités et populations, et soutenir la protection des civils par les forces de sécurité.</p> <p>Les questions qui guideront les discussions pourront inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comment l'UE devrait-elle soutenir et aider à connecter les efforts de médiation aux niveaux local, national et régional ?</li> <li>• Comment l'UE devrait-elle aider à protéger et assurer la sécurité des communautés et populations locales lorsque les forces de sécurité nationales renforcent leur présence sur les territoires ?</li> <li>• Quelles initiatives l'UE devrait-elle soutenir pour aider à construire et renforcer la confiance entre les communautés et les forces de sécurité ?</li> <li>• Comment l'UE devrait-elle soutenir un renforcement de la protection des civils par les forces de sécurité, et une amélioration du respect par ces forces des droits humains et du droit international humanitaire ? Qu'est-ce qui devrait être continué, arrêté, ou fait différemment ?</li> <li>• Comment l'UE devrait-elle aider à renforcer la redevabilité et responsabilité des forces de sécurité, et comment devrait-elle aider à soutenir le rôle des acteurs et actrices de la société civile à cet égard ?</li> </ul>
13.45 – 14.30 CEST	<p><b>Session 4: Promouvoir le dialogue et protéger les civils dans le Sahel (plénière)</b></p> <p>Dans cette séance plénière, les participant-es seront invité-es à présenter les résultats des discussions en petits groupes, à échanger dessus, et à partager d'autres recommandations éventuelles pour l'UE sur les questions abordées.</p>
14.30 – 14.55 CEST	<p><b>Session 5: Intervenir là où cela compte : Dynamiques locales, nationales et transnationales (plénière)</b></p> <p>Dans cette séance plénière, les participant-es seront invité-es à s'appuyer sur les discussions précédentes et à réfléchir aux similarités et différences entre les pays et régions du Sahel sur ces questions, et à comment l'UE devrait les prendre en compte dans son action.</p>
14.55 – 15.00 CEST	<p><b>Remarques finales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Niels Bossen, Conseiller politique (Bureau de la Représentante spéciale pour le Sahel)</li> <li>• Sonya Reines-Djivanides, Directrice exécutive (EPLO)</li> </ul>

#### **Civil Society Dialogue Network**

The Civil Society Dialogue Network (CSDN) is a mechanism for dialogue between civil society and EU policy-makers on issues related to peace and conflict. It is co-financed by the European Union (Instrument contributing to Stability and Peace). It is managed by the European Peacebuilding Liaison Office (EPLO), a civil society network, in co-operation with the European Commission (EC) and the European External Action Service (EEAS). The fourth phase of the CSDN will last from 2020 to 2023. For more information, please visit the [EPLO website](#).